

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Bayrou et la "retraite par points"

- Politique -

Date de mise en ligne : samedi 24 mars 2007

Démocratie & Socialisme

François Bayrou a une position encore plus néo-libérale que celle de Sarkozy sur les retraites.

Il n'envisage évidemment pas d'augmenter la contribution des employeurs au régime de retraite. Il veut mettre à plat tous les régimes et créer une "retraites par points". Selon, lui une telle retraite permettrait à chacun et chacune de partir quand il le désire. Il veut imposer cette réforme par référendum.

Tout d'abord, Bayrou propose donc, "au nom de l'égalité" de continuer le nivellement par le bas des régimes de retraites en attaquant les régimes spéciaux de retraite.

Il s'attaque ensuite à l'ensemble des salariés en proposant une "retraites par points" qui revient à prendre uniquement en considérations pour le calcul de la retraite les annuités cotisées. Aujourd'hui, une femme qui a élevé quatre enfants a le droit à huit annuités de cotisations supplémentaire. La retraite "par point" supprime "au nom de l'égalité" cet acquis. Les périodes de chômage et de service militaire ne sont pas cotisées mais sont prises en compte dans le calcul du nombre d'annuités. Il n'en sera plus question avec la "retraite par points". Finie, également, l'affiliation gratuite à l'assurance vieillesse durant la période où un salarié a cessé de travailler pour s'occuper de son enfant handicapé. Finie, aussi, la majoration de 10 % pour un salarié qui a élevé au moins trois enfants. Sous conditions de ressources, aujourd'hui, il est possible à une personne vivant seul Euros et percevant l'allocation parentale pour jeune enfant (Apje) ou l'allocation parentale d'éducation (Ape) d'être affilié(e) gratuitement à l'assurance vieillesse. La "retraite par points" mettrait fin à cet acquis.

Et tout cela au nom de l'égalité ! Une "égalité" qui ne tient aucun compte de l'un des principaux facteurs d'inégalité face à la retraite : les inégalités de patrimoine.

Bayrou dit donc tout haut ce que Sarkozy fera mais n'ose pas avouer. Son projet est dans la droite ligne de celui du Medef et montre bien dans quel camp se situe Bayrou : celui du capital, pas celui du salariat.

Bayrou veut stabiliser la dette en trois ans

Il propose une réforme qui inscrive dans la Constitution "l'interdiction pour tout gouvernement de présenter un budget en déficit de fonctionnement".

Il propose ainsi de graver le néo-libéralisme dans le marbre en interdisant toute politique de relance par la dépense publique.

Il propose ainsi de diminuer encore le nombre de fonctionnaires (sans préciser bien évidemment lesquels) et la qualité des services publics. Nulle part, en effet, Bayrou ne propose de revenir sur les baisses d'impôts des riches opérées par la droite. Ce sont pourtant les baisses d'impôts octroyés aux nantis qui sont à l'origine du déficit budgétaire.

Jean-Jacques Chavigné